

Lettre au Premier ministre (mars 2025).

Monsieur le Premier ministre François Bayrou,
Bonjour !

C'est avec une petite marge de réflexion et donc avec un peu de retard que notre association et l'ensemble de ses experts socioprofessionnels ont décidé de vous faire parvenir ce courriel. Tout d'abord, merci de la venue « d'un sage » à la tête de la gouvernance de notre pays ! Bonne chance !

Maintenant que vous êtes en poste, nous allons procéder, comme avec vos prédécesseurs, à vous faire parvenir nos préoccupations et nos propositions pour régler les difficultés que nous rencontrons avec « certains » problèmes, pour ne pas dire « tous ».

Aujourd'hui, nous ne reviendrons pas sur celui de la « Sécurité » de nos concitoyens ni sur celui que représente le « narcotrafic », car les temps ne sont plus aux constats — ceux que nous faisons depuis des décennies —, mais à l'action !

Celui qui nous inquiète le plus, au lendemain de l'allocution de notre « cher » président de la République, consiste à s'interroger sur les conséquences prévisibles concernant cette guerre à la porte de l'Europe, qui dure, et dont les propos du chef de l'État ne présagent rien de bon !

Nos concitoyens sont menacés depuis des décennies, en permanence, par le syndrome de « la peur », presque dans tous les secteurs de leur vie professionnelle, familiale, sécuritaire, financière, éducative, environnementale, religieuse...

En fait nous n'avons pas, à ce jour, un semblant de résolution concernant les nombreux problèmes, qui subsistent, et que le monde continue de subir.

Ce que nous voyons, en permanence, dans toutes les légiférations qui sortent de notre Parlement et entérinées par le Gouvernement, c'est aux conséquences que l'on s'en prend et non à la « cause » ; ce qui crée de nouvelles conséquences et donc de nouveaux problèmes. Il en va de même avec les « virus » et bien d'autres « chienlits ». Nous pourrions supprimer, en cherchant à éradiquer la cause ou les causes, les « conséquences » ; ce qui réglerait les problèmes pour de bon ! (Plus de cause, plus de conséquences !)

« La volonté d'agir — qui est la devise de la S-P-F —, dans cette perspective, est un mal nécessaire pour réaliser la sauvegarde de nos préceptes et de ceux qui les portent ! »

Voilà ! C'est tout pour cette fois.

Nous vous prions d'accepter, monsieur le Premier ministre, nos meilleures considérations !

Pour la Sociocratie-Populaire-Française,
Son secrétaire général,
Patrick REBIERRE.

